

Conseil départemental de l'Essonne

Impôts, austérité : opération vérité !

**Rassemblement de
la Gauche et des
Écologistes**

Le groupe RGE
rassemble les douze
élu-e-s de l'opposition
(PS, EELV et PCF) au
Conseil départemental
de l'Essonne.

Son Président
est le Conseiller
départemental et Maire
d'Orsay, David Ros.

Madame, Monsieur,

Après un peu plus d'un an d'expérience de la droite à la tête de notre Département, nous souhaitons vous présenter nos analyses et partager avec vous nos inquiétudes sur les décisions prises et les politiques menées par la Droite départementale.

Une hausse record et injuste des impôts...

2016 sera l'année du triste record d'augmentation des impôts en Essonne +29% ! Cette hausse de la taxe foncière impacte les propriétaires particuliers comme les entreprises : jusqu'à 600 € d'augmentation pour les particuliers et bien plus encore pour les entreprises. La facture s'alourdit quand on rappelle l'augmentation des tarifs des cantines (jusqu'à 120 euros pour les familles plus fragiles) et du transport scolaire, en particulier pour les lycéens (suppression de l'aide pour la carte Imagin'R - pass Navigo, entre 150 et 300 euros de plus par enfant) et les familles dans les territoires les plus isolés (jusqu'à 700 € d'augmentation). C'est un coup dur pour le budget de toutes les familles.

... et injustifiable !

Cette augmentation d'impôt, présentée comme « nécessaire » presque « automatique », à grand renfort d'une campagne de communication très coûteuse repose sur un mensonge : la « faillite » du Département. Ce mensonge a été révélé au grand jour lors de l'examen des comptes de l'année 2015. Avec un excédent de plus de 35 millions d'euros entre les recettes et les dépenses de l'année dernière, l'Essonne n'est pas (en tout cas jusqu'en décembre 2015) en faillite. Pour construire son mensonge, en plus d'avoir minoré les recettes fiscales dynamiques (cessions immobilières en forte hausse en 2015 et 2016, reflet du dynamisme de notre Département de

ces dernières années), l'équipe de François Durovray a inventé un problème de paiement des factures aux établissements médico-sociaux. Il n'y a jamais eu un tel problème, simplement une pratique comptable répandue de décalage de paiement. Les établissements recevaient bien chaque année 12 mois de facturation, le plus souvent de novembre à novembre (dans certains cas les paiements étaient arrêtés un peu avant sans mettre en difficulté ces établissements). Une mesure d'optimisation budgétaire, pleinement assumée, pour assurer les dépenses sociales sans augmenter les impôts. Pleinement acceptée car négociée avec les établissements qui ne se sont d'ailleurs jamais plaints (contrairement à aujourd'hui). Un décalage de paiement pratiqué par beaucoup de collectivités et entreprises privées. Par sa communication mensongère, il s'agissait surtout de discréditer l'ancienne majorité, la Gauche et les Ecologistes, à l'approche des élections régionales. Pour cela, la majorité départementale n'a pas hésité à présenter des chiffres faux et des créances surévaluées. Nous avons d'ailleurs demandé la création d'une mission d'information et d'évaluation de ces « créances », mission que nous avons obtenue... une fois les élections et le vote du budget passés !

La Droite a donc créé une dette fictive qu'elle a artificiellement résorbé en augmentant les impôts. La stratégie perdante-perdante pour les Essonniennes et les Essonniens, les entreprises qui payent la note et les établissements médico-sociaux qui subissent un échelonnement de leurs factures non réglées jusqu'à 5 ans au lieu d'un décalage de paiement de 1 ou 2 mois.

Ce n'est donc pas à cause de la gestion par l'ancienne majorité de la Gauche et des Ecologistes mais bien par choix politique que la nouvelle majorité a décidé d'augmenter les impôts de 29% en Essonne. D'ailleurs en Ile de France, nous assistons à un terrible choc fiscal dans les départements gérés par la Droite : +66% dans les Yvelines et +30% dans le Val d'Oise - des départements qui n'ont pas connu de changement de majorité lors des dernières élections en 2015... la faute à la Gauche ?

Hausse des impôts et des tarifs, baisse des services et de l'investissement : la triple peine.

Une hausse de la fiscalité locale qui intervient alors que le Gouvernement multiplie les mesures de relâchement de la pression fiscale sur les ménages mais aussi sur les entreprises : les efforts de relance de l'économie assumés par l'Etat seront plombés en Essonne. C'est aussi une trahison des engagements de campagne de la Droite départementale qui a d'ailleurs provoqué le départ de certains élus de la majorité. Malgré nos divergences politiques profondes, nous saluons cette prise de position ou plutôt d'opposition.

Une hausse de la fiscalité qui est d'autant plus incompréhensible et injustifiable pour les Essonniennes et les Essonniens qu'elle s'accompagne de baisses conséquentes dans les politiques départementales : baisse de 30% des crédits pédagogiques dans les

collèges (60 000 collégiens impactés), baisses dans les secteurs de l'emploi notamment l'insertion des jeunes (22 000 jeunes concernés), des personnes âgées (15 000 seniors concernés), du handicap (5 000 essonniens impactés), de la protection de l'enfance (3 000 enfants placés et 6 000 familles aidées concernés), de la jeunesse et de la protection sociale (disparition de la carte jeune pour 27 000 jeunes, menace de mise à la rue pour les 2 735 jeunes hébergés par les services sociaux) mais aussi dans la culture, le sport, l'éducation et le soutien de la vie associative (1,254 Millions d'Essonniens usagers des associations essonniennes impactés).

Une baisse historique également dans le budget d'investissement du Département. 160 millions cette année contre 200 millions par an, depuis 5 ans. Un appauvrissement des carnets de commandes pour les entreprises de l'Essonne et donc une mauvaise nouvelle sur le front de l'emploi. C'est aussi un retard dans l'amélioration et la valorisation de notre patrimoine commun : le service public départemental.

Malgré le contexte difficile, d'autres choix étaient possibles.

Nous ne nions pas les difficultés financières des départements et, au-delà, de l'ensemble des collectivités territoriales, du fait de la baisse des dotations de l'Etat. La France a dû faire face à l'explosion des déficits et de la dette publique (+ 600 Milliards d'euros - près de 50% d'aggravation de 2007 à 2012 pendant que la Droite dirigeait le pays) concomitante à la hausse des dépenses de protection sociale du fait de la crise économique et sociale que traverse notre pays depuis trop longtemps. Pour autant, un autre budget, d'autres choix étaient possibles. L'augmentation des impôts était évitable. Nous avons proposé un contre-budget équilibré sans augmentation d'impôts. Nous n'avons pas été écoutés.

L'Essonne un département trop souvent pointé du doigt.

La « faillite » du Département, la hausse de 29% des impôts, les coupes budgétaires n'ont pas pour autant empêché le voyage d'une élue du Département aux JO de Rio pour plus de 6.000 euros cet été... Tout un symbole. Depuis mars 2015, l'image de l'institution Départementale ne cesse de se dégrader. La campagne de désinformation et de mensonge opérée par l'équipe de François Durovray a fait beaucoup de mal au Département. Etat, institutions bancaires et financières, monde culturel et sportif, travailleurs sociaux, secteur éducatif et acteurs économiques : les relations de confiance avec les partenaires de notre Département, bâties année après année, ont laissé place en quelque mois à la méfiance et aux conflits. Des pratiques politiques qui vont encore contribuer à éloigner et dégoûter nos concitoyens de leurs représentants. A ce propos, la nomination de Serge Dassault, actuellement jugé pour fraude fiscale et, ex maire de la ville la plus endettée du Département, à la présidence de la commission des finances du Département est assez symptomatique.

Et pour la suite ?

Voilà en quelques lignes le triste bilan de l'expérience de la Droite au pouvoir depuis mars 2015 en Essonne. Pour le reste et pour l'avenir, cette majorité n'a pas de vision. Rien sur l'emploi, rien sur l'éducation, l'aménagement du territoire, les politiques sociales, le développement économique. Rien surtout sur l'écologie et la transition énergétique : une priorité pour la planète et l'Humanité mais pas pour la Droite en Essonne.

A l'approche des prochaines élections, peut-être assisterons-nous à une baisse miracle des impôts au Département. Nous ne serons pas dupes. Les Essonniennes et les Essonniens sont déjà en train de payer la facture. C'est dès 2017 qu'il faudra rendre, intégralement, l'argent aux Essonniennes et aux Essonniens !

Il faut surtout une refonte complète des orientations politiques de l'équipe de François Durovray. C'est ce à quoi nous nous employons. Nous réussissons parfois à faire entendre raison à la majorité : pour l'abandon de certaines mesures injustes ou inefficaces, sauver une action, rattraper une subvention ou encore valoriser des initiatives et projets de nos cantons. Trop rarement évidemment.

Patiemment, sérieusement nous continuerons d'être une opposition responsable, force de proposition et passionnée pour l'Essonne.

Soyez assuré-e de notre détermination. Fidèlement,

CANTON D'ÉPINAY-SOUS-SÉNART

Damien ALLOUCH • Annick DISCHBEIN

CANTON D'ÉVRY

Ronan FLEURY • Fatoumata KOÏTA

CANTON DE MASSY

Jérôme GUEDJ • Rafika REZGUI

CANTON DE PALAISEAU

Anne LAUNAY • David ROS

CANTON DE RIS-ORANGIS

Hélène DIAN-LELOUP • Stéphane RAFFALLI

CANTON DE SAINT-GENEVIÈVE-DES-BOIS

Frédéric PETITTA • Marjolaine RAUZE

Rassemblement de la Gauche et des Écologistes
Conseil départemental de l'Essonne
Boulevard de France, 91012 Évry cedex

Tel : 01 60 91 90 93 • Courriel : grouperge91@gmail.com
Site internet : www.rge91.fr
Twitter & Facebook : @GroupeRGE91